



La quinzaine nordique

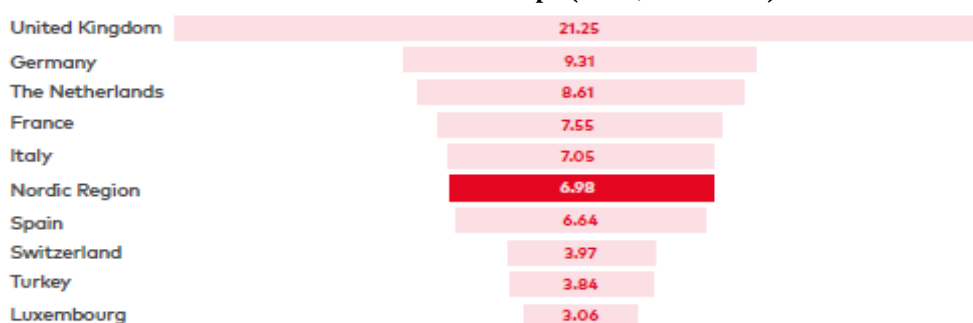
© DG Trésor

N° 159 du 30 août 2018

Pays Nordiques

IDE. Selon le Conseil Nordique et Copenhagen Economics, près de 7% des investissements directs étrangers entrants en Europe ont eu pour cible les pays nordiques entre 2003 et 2016, soit un niveau compris entre l'Italie et l'Espagne. Dans la zone, la Suède a reçu à elle seule 50% de ces flux d'IDE.

Parts des IDE vers l'Europe (en %, 2003-2016)



Data source: Nordregio and Copenhagen Economics based on BvD's Amadeus database.

Banques. Le résultat cumulé avant impôts des six plus grandes banques nordiques était en hausse de 5% au T2 2018 par rapport à la même période en 2017 et a atteint 4,2 Mds€. L'évolution reste toutefois contrastée avec des hausses plus significatives pour le norvégien DNB (résultat en hausse de 12%) et pour le danois Danske Bank (+18%), alors que Nordea, premier établissement de la zone, affiche une baisse de son résultat de 3% au T2 et la banque suédoise SEB une chute de 11%. La rentabilité sur fonds propres des banques « suédoises » reste toujours plus élevée que celles des pays riverains : 19,2% pour Swedbank, 16,5% pour SEB, 16% pour Handelsbanken, 13,9% pour Nordea contre 11,8% pour DNB et 11,5% pour Danske Bank.

Nordea. Le régulateur suédois des marchés financiers, Finansinspektionen (FI), autorise Nordea à transférer son siège vers la Finlande au sein de la zone euro, mais souligne que bien que les méthodes de calcul des ratios prudentiels divergent légèrement entre la BCE et la Suède, Nordea devra, au moins à court terme, continuer à se conformer à la réglementation suédoise. Les ratios de fonds propres de Nordea, fixés par FI en septembre 2018, resteront inchangés dans les mois à venir avant que la BCE n'émette ses propres recommandations, une fois la relocalisation effective.

Danemark

e-commerce. Le gouvernement danois a publié sa nouvelle stratégie pour « prendre la vague de la transformation numérique » (PwC) et adapter son dispositif politique et législatif encadrant la consommation à l'ère du numérique. Plusieurs des 24 initiatives proposées ont pour objectif d'harmoniser le cadre légal danois pour soutenir l'action du gouvernement au sein des institutions européennes. Avec l'initiative 14, les Danois voudraient par exemple concilier le concept national de consommateur civil (*civilretlige forbrugerbegreb*) avec le concept européen de consommateur légal (*EU-retlige forbrugerbegreb*). Autre exemple partant du constat que les exigences d'information du consommateur dans le cadre des produits financiers sont souvent source de confusion, l'initiative no 15 propose de réduire le nombre d'informations obligatoires pour la vente/le conseil de produits financiers, notamment en ce qui concerne les prêts immobiliers, afin de permettre une comparaison plus aisée des offres.

ALE UE-Japon. Le 17 juillet dernier, le président du Conseil européen Donald Tusk et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ont signé un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon. Cet accord, dont les négociations avaient été lancées durant la présidence danoise de l'UE en 2012, couvre 600 millions de consommateurs et un tiers de l'économie mondiale. Dans un contexte de tensions commerciales internationales, cet accord représente une « lumière dans le noir » pour le Danemark selon le directeur adjoint de Dansk Industri, Peter Thagesen. D'après les chiffres de Dansk Erhverv, le Danemark exportait en 2016 1,9 Md€ (14,5 Mds DKK) de biens et 1 Md€ (7,4 Mds DKK) de services vers le Japon, tandis que ses importations en provenance du Japon n'étaient respectivement que de 376 M€ (2,8 Mds DKK) et de 456 M€ (3,4 Mds DKK). Dansk Industri estime que l'entrée en vigueur de cet ALE devrait contribuer à accroître les exportations danoises de 50% (70% selon une étude du think tank Copenhagen Economics datant de 2013). L'industrie de la viande et l'industrie pharmaceutique sont les deux secteurs



qui devraient bénéficier le plus de cet accord. Le Japon est déjà le deuxième marché pour les exportations de porc danois, et la réduction des tarifs douaniers doit atteindre 94%.

Retraites. À compter du 1^{er} juillet 2018, la pension sociale complète (*Folkepension*) n'est plus attribuée qu'aux personnes ayant résidé au Danemark au moins 90% du temps entre leurs 15 ans et l'âge légal de la retraite. Ce changement concerne les résidents nés depuis juillet 1958. Pour les autres, les règles actuelles continuent de s'appliquer : pour percevoir une pension sociale complète, il est nécessaire de justifier de 40 ans de résidence entre l'âge de 15 ans et l'âge légal de la retraite (fixé à 65 ans pour les personnes nées avant 1954 et relevé progressivement pour les tranches d'âge suivantes).

Commerce extérieur. D'après un nouveau rapport de DI, les produits exportés par le Danemark sont transportés 2 900 km en moyenne aujourd'hui – soit 600 km plus loin qu'en 2008. Durant la crise financière, les entreprises danoises ont commencé à exporter vers des marchés plus lointains, faute de débouchés suffisants à proximité. Cette tendance aurait toutefois ralenti au cours des trois dernières années, en raison de la reprise économique en Europe.

Finlande

Notation de la Finlande. L'agence Fitch a confirmé en août 2018 sa notation pour la Finlande, à « AA+ », l'assortissant d'une perspective « positive ». L'agence a notamment souligné la solidité de l'activité économique qui concourt à la diminution de la dette publique, laquelle devrait s'établir à 59,8 % du PIB en 2018 selon ses prévisions. De la même façon, les efforts de modération salariale entrepris dans le cadre du Pacte de compétitivité de 2016 se sont traduits par une baisse du coût unitaire du travail en 2017, contribuant à l'amélioration de la compétitivité-prix du pays par rapport à ses principaux partenaires commerciaux. Moody's note cependant que le vieillissement de la population continue de peser sur la croissance potentielle de l'économie finlandaise et constitue un risque pour les finances publiques.

Contrôle aérien. Le ministère des transports a annoncé en juillet 2018 la transformation de l'Agence publique finlandaise des transports (FTA) en une société privée à responsabilité limitée, effective au 1^{er} janvier 2019. Cette société, détenue par l'Etat et chargée du contrôle et de la gestion du trafic, devrait intégrer les entreprises existantes du contrôle des transports aérien et ferroviaire (Air Navigation Services Finland Oy et Finrail Oy).

5G. L'entreprise finlandaise des télécommunications Nokia a récemment annoncé deux importants contrats dans le cadre de sa stratégie de déploiement de la 5G. Le premier, conclu fin juillet 2018 avec l'opérateur téléphonique américain T-mobile et d'un montant de 3 Mds€ (3,5 Mds\$), prévoit la fourniture d'infrastructures de 5G, telles que la plateforme radio AirScale ainsi que différents logiciels d'intégration. Un contrat d'un montant d'1 Md€ a aussi été passé avec China Mobile, pour la fourniture par Nokia d'infrastructures de télécommunications fixes et mobiles et d'un soutien opérationnel au géant chinois de la téléphonie. Ce contrat contient également un Memorandum of Understanding annonçant une coopération entre les deux entreprises dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la 5G.

Cyberattaque. Le 12 août 2018, la Finlande a connu une importante cyberattaque, paralysant de nombreux sites publics pendant plusieurs heures, tels que des sites de ministères, celui de la sécurité sociale Kela, ou encore la plateforme de connexion aux services publics en ligne « suomi.fi ».

Emploi. L'agence finlandaise de sécurité sociale Kela a publié les premiers résultats d'une étude du dispositif d'activation des demandeurs d'emploi entré en vigueur au 1^{er} janvier 2018. Selon cette étude, seuls 10 % des demandeurs d'emploi ayant vu leur assurance-chômage réduite de -4,65 % suivant le premier trimestre, remplissaient les nouvelles conditions de cette allocation lors du deuxième trimestre. Pour rappel, cette réforme prévoit qu'un chômeur devra désormais attester avoir travaillé au moins 18 heures ou suivi une formation d'une semaine, ou gagné 241 € comme entrepreneur durant les trois derniers mois, sous peine de voir son indemnité diminuer de 4,65 % par mois lors du trimestre suivant.

R&D. L'entreprise finlandaise de fabrication de moteurs Wärtsilä a annoncé la construction d'un « Smart Technology Hub », composé d'un centre de recherche et de développement ainsi que d'un site de production et de logistique à Vaasa, dans l'ouest du pays. Cet investissement de 200 M€ est prévu pour 2020. Intégré au cluster de la région de Vaasa qui fait figure de hub finlandais d'innovation dans le secteur de l'énergie, le nouveau site de Wärtsilä devrait participer aux projets de collaboration avec les autres acteurs, privés et universitaires, de cet écosystème.

Norvège

SAS. Le gouvernement norvégien a annoncé fin juin la vente à des investisseurs institutionnels du reliquat de sa participation dans la compagnie aérienne scandinave SAS, soit environ 9,88% du capital de la compagnie. En 2016, la Norvège - tout comme la Suède - avait commencé à se désengager du capital du groupe, également co-détenu par le Danemark. Actuellement, la Suède détient 14,8% du capital de la compagnie aérienne et a également annoncé son intention de s'en retirer. L'Etat danois est le 2^{ème} actionnaire avec 14,2% du capital.



Espace économique européen. Le gouvernement norvégien a lancé le 3 juillet une consultation sur le quatrième paquet ferroviaire de l'UE. « Nous souhaitons renforcer les liaisons ferroviaires internationales. Pour ce faire, il sera important d'harmoniser les règlements avec nos voisins et développer une stratégie commune », a déclaré le Ministre des transports. Il souligne que les autorités norvégiennes conserveront le contrôle du chemin de fer en Norvège, que les missions des cheminots resteront inchangées, que le niveau de sécurité sera maintenu et que la compétitivité permettra d'améliorer le service. La date limite pour répondre à cette consultation a été fixée au 8 octobre.

Secteur maritime : Kongsberg a annoncé le rachat de Rolls Royce Commercial Maritime, spécialiste maritime (design, technologies, équipements) qui emploie 3 600 personnes, dont 1 500 en Norvège. L'Etat norvégien devrait accroître sa participation dans le groupe Kongsberg à hauteur de 2,5 Mds NOK (260 M€) pour soutenir ce rachat.

Numérique. Nikolai Astrup, ministre norvégien du développement international, participera aux travaux du nouveau groupe de haut niveau des Nations unies pour le numérique, aux côtés d'une vingtaine d'intervenants, dont Jack Ma (fondateur d'Alibaba) et de Melinda Gates. « La Norvège est l'un des pays les plus avancés au monde en termes de numérique et a beaucoup à apporter dans les débats sur le développement numérique », a précisé le ministre.

Taxes sur l'acier et l'aluminium. Le 18 juillet, la Commission européenne a adopté des mesures de sauvegarde transitoires sur les importations de produits sidérurgiques. Comme Jean-Claude Juncker l'avait promis à la Première ministre, Erna Solberg, les membres de l'EEE hors UE en ont été exemptés. Selon la ministre des Affaires étrangères, la décision de l'UE reflète l'importance de l'accord EEE pour la Norvège et les entreprises norvégiennes. Un directeur de l'organisation patronale (NHO) salue également l'exemption, la qualifiant de « victoire » pour l'accord EEE, qui prouve que « la Norvège est mieux protégée par cet accord que par un accord ordinaire de libre-échange avec l'UE ».

Inflation. L'inflation en Norvège s'est nettement accélérée en juillet, selon des chiffres officiels publiés mi-août, renforçant la probabilité d'une hausse des taux d'intérêt en septembre. Les prix à la consommation affichent une hausse de 3% sur un an, selon l'institut norvégien de statistique (SSB), soit 0,4 point de plus qu'en juin. L'inflation sous-jacente, hors énergie et les variations fiscales, s'est élevée à 1,4% contre 1,1% en juin. Lors de sa réunion du 16 août, la Banque de Norvège a laissé son taux directeur inchangé, au plus bas historique de 0,5%, tout en réitérant les signaux selon lesquels une hausse, la première depuis sept ans, interviendrait en septembre. Certains économistes s'inquiètent toutefois des tensions commerciales croissantes dans le monde, qui pourraient plomber la reprise, alors que la production industrielle norvégienne est toujours jugée décevante.

Emissions de GES. Entre 2016 et 2017, les émissions de gaz à effet de serre ont reculé de 1,7%, soit l'équivalent de 900 000 tonnes de CO₂. Ce fléchissement est principalement lié à progression des carburants verts dans les transports, au détriment des énergies fossiles, ainsi qu'à la progression spectaculaire du parc de véhicules électriques. Selon le ministre du Climat et de l'Environnement, ces chiffres prouvent « que les mesures climatiques dans le secteur des transports sont efficaces ».

Bien-être. Selon l'évaluation annuelle sur le niveau de bien-être réalisée par le Boston Consulting Group, la Norvège décroche la première place. 152 pays ont été classés selon des indicateurs de salaire, de stabilité économique, d'activité, de santé, d'éducation, d'infrastructures, de parité, de gouvernance et d'environnement.

Islande

Secteur aérien. Les conditions d'exploitation des deux compagnies aériennes islandaises Icelandair et WOW Air, qui assurent 77% des vols en provenance et à destination de l'aéroport de Keflavík, ont récemment empiré en raison d'une conjoncture extérieure défavorable : concurrence accrue sur le marché aérien, appréciation de la couronne islandaise, augmentation du coût de la main d'œuvre, hausse du prix du pétrole... Les actions d'Icelandair ont ainsi chuté de 24% en juillet dernier, suite à la publication d'une prévision de bénéfices jugée décevante pour 2018. Les bénéfices devraient être inférieurs de 30% aux prévisions initiales en 2018, alors que les pertes enregistrées au cours du premier semestre 2018 ont triplé par rapport à la même période l'an dernier. WOW Air affiche une perte de 19 M€ pour 2017 contre un bénéfice net de 30M€ en 2016. Bien que les revenus de la compagnie aient augmenté de 58% par rapport à 2016 (419 M€ en 2017), ils ne couvrent pas l'augmentation des coûts de gestion et des dépenses d'infrastructure entrepris par la compagnie en 2017. Les premières prévisions financières pour l'année 2018 font état d'une perte de 3 Mds ISK (soit environ 24 M€). Afin de faire face aux besoins en capitaux de sa compagnie, le PDG Skuli Mogensen prévoit d'émettre des obligations à hauteur de 12 Mds ISK (96M€). Le gouvernement islandais est actuellement en train d'élaborer un plan d'urgence destiné à gérer les perturbations que pourraient causer les entreprises systémiques islandaises en cas de chocs, ce qui concernera directement les deux compagnies nationales.

Tourisme. D'après les premières prévisions de l'Institut islandais des statistiques, la contribution au PIB du secteur du tourisme serait de 8,6% en 2017, contre 8,1% en 2016 et 6,2% en 2015. L'aéroport de Keflavik a enregistré l'arrivée de 2,7 millions de voyageurs en 2017, soit une augmentation de 25% par rapport à 2016. Néanmoins la croissance de la consommation des touristes n'a augmenté que de 8,6% entre 2016 et 2017, contre un rythme de 20% à 25% au cours des trois dernières années.

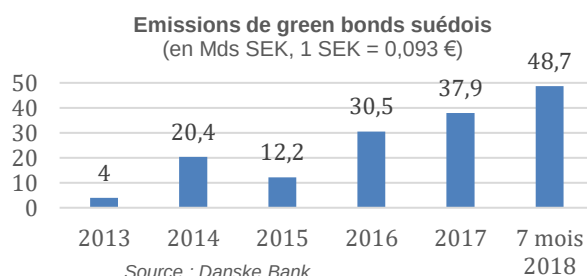


Suède

Croissance. La croissance du PIB au T2 2018 a atteint 1% en variation trimestrielle et 3,3% en glissement annuel, surpassant nettement les performances attendues. Cette embellie devra toutefois être confirmée dans la mesure où ces chiffres sont provisoires et où les résultats du T2 font parfois l'objet de fortes révisions à la baisse comme cela avait été le cas en 2017. Pour l'année, le ministère des Finances a revu à la hausse sa prévision de croissance à 2,9%. Les finances publiques se consolident aussi avec des excédents qui devraient atteindre 1% du PIB aussi bien en 2018 qu'en 2019 et même 1,2% en 2020, nettement au-dessus de l'objectif assigné à compter de 2019 (solde excédentaire de 0,33% du PIB sur la durée du cycle). La dette de l'Etat central devrait avoir été ramené de 35,4% du PIB à 25,4% durant cette législature (2014-2018), soit le niveau le plus faible depuis 1977.

Couronne suédoise. Les taux directeurs négatifs (-0,5%) depuis 2015, les soubresauts des prix immobiliers depuis l'été dernier et le risque politique qui s'accroît à quelques semaines des élections en raison de la forte incertitude sur la capacité à former une majorité pour gouverner le pays au cours de la prochaine législature pèsent sur la couronne suédoise (SEK). Le 29 août, elle s'échangeait à 10,70 SEK/€, niveau le plus faible depuis la crise financière. La dépréciation de la couronne atteint désormais plus de 12% en un an (voir graphique en annexe).

Emprunts verts. L'intérêt pour les émissions d'obligations vertes ne cesse d'augmenter en Suède comme l'illustre le montant de 49 Mds SEK (environ 4,6 Mds€) pour les 7 premiers mois de 2018, soit plus que pour toute l'année 2017 (37,9 Mds SEK) ou 2016 (30,5 Mds SEK). La couronne suédoise est désormais la 4^{ème} devise mondiale pour les émissions obligataires vertes. Parmi les acteurs particulièrement actifs figurent Kommuninvest (banque des collectivités locales), Jernhusen (société qui possède les gares en Suède), Vasakronan et Klöver (sociétés immobilières).



Taxes sur l'acier et l'aluminium. Selon une étude du World Trade Institute de l'Université de Berne commandée par le gouvernement suédois, l'introduction de droits de douanes de 25% par l'administration Trump sur les véhicules menacerait 3 900 emplois en Suède si elle était mise en œuvre. Les exportations de véhicules de la Suède vers les Etats-Unis représentent un chiffre d'affaires annuel d'environ 2 Mds€.

Médias. Telia Company, premier opérateur de téléphonie détenu à 37% par l'Etat, a annoncé un accord pour l'acquisition de Bonnier Broadcasting pour 9,2 Mds SEK (environ 900 M€) et deviendrait ainsi propriétaire de la première chaîne de télévision privée suédoise TV4, mais aussi de C More (chaîne payante) et de la chaîne finlandaise MTV3. Telia suit ainsi le mouvement international des opérateurs de téléphonie qui se lancent dans la télévision.

EQT/Saur. Le troisième acteur de la distribution d'eau en France, Saur, pourrait être repris par EQT et son fonds Infrastructure III. Ce fonds d'investissement suédois appartenant à la sphère Wallenberg a été choisi par le conseil de surveillance de La Saur pour entrer en négociations exclusives en vue d'une reprise. Si les négociations aboutissent, la signature finale devrait intervenir en novembre 2018 pour un investissement d'environ 1,5 Md€. La Saur compte 9 000 employés et plus de 7 000 communes françaises en sont clientes. EQT a levé plus de 50 Mds€ de fonds depuis sa création au début des années 1990 et les entreprises contrôlées par le fonds réalisent aujourd'hui un chiffre d'affaires global de près de 20 Mds€ et emploient au total 110 000 personnes.

Orange/Basefarm. Orange a annoncé en juillet l'acquisition de 100% du capital de la société suédoise Basefarm Holding, spécialisée dans le domaine des infrastructures, des services de cloud computing, de la gestion des applications critiques et de l'analyse des données en Europe. Le montant de l'investissement est de 350 M€. Basefarm compte 550 salariés répartis entre Norvège, Suède, Pays-Bas, Autriche et Allemagne. L'opération pourrait être finalisée au cours du troisième trimestre 2018 sous réserve d'approbation par l'autorité de la concurrence.

Capio/Ramsay/Vivalto. La filiale française de l'australien Ramsay (Ramsay général de santé) a fait une proposition de rachat du groupe de santé suédois Capio (offre estimée à 661 M€), très présent en France avec de nombreuses cliniques sur l'ensemble du territoire, qui pour l'heure a été rejeté par le Conseil d'administration et les principaux actionnaires du groupe. Parallèlement, un autre groupe français, Vivalto santé, vient de faire une offre concurrente de 450 M€ environ, mais uniquement pour l'activité de Capio en France qui a reçu un accueil plus favorable. Si cette opération se concrétise, Capio devrait utiliser ces fonds pour se désendetter et développer sa présence en zone nordique, qui est le nouvel axe stratégique du groupe.

Vinci Energies. Le groupe français, par le biais de sa filiale suédoise Eitech, a remporté un contrat de 55 M€ pour l'aménagement de la gare de Göteborg (projet « West Link ») auprès de l'entreprise suédoise de BTP, NCC Sverige AB. Eitech sera chargé notamment du développement de toutes les installations techniques (système électrique, ventilation, contrôle, canalisations, etc.) de plusieurs projets au sein de la gare, y compris celles de la future station souterraine ferroviaire et d'un tunnel ferroviaire de 2 km.



CPoR Devises/Loomis. Le français CPoR Devises, société financière avec le statut d'établissement de crédit spécialisé dans le traitement des devises et produits or pour les banques, les établissements financiers et les grandes entreprises, a été repris par le groupe suédois Loomis. Le prix d'acquisition de 100% de CPoR est de 70M€, dont le siège social se trouve en Ile de France et les filiales régionales à Lyon, Nice et Marseille.

Metrologic group/Sandvik. La société française spécialisée dans la métrologie (solutions logicielles de mesure 3D) basée à Meylan a été rachetée en juillet 2018 par le groupe suédois Sandvik. Cette acquisition de 360 M€ permettra à sa filiale Sandvik Machining Solutions de développer son activité numérique dans les services de contrôle dimensionnel et de calibrage.

Denterbridge/LIFCO. Le groupe suédois LIFCO a rachète le français Denterbridge, spécialisé dans les importations et ventes de prothèses dentaires. Le montant de l'acquisition n'a pas été dévoilé. Denterbridge, basé à Paris réalise un chiffre d'affaires de 1 M€ avec 20 employés.

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques

Croissance 2018	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Croissance 2019	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	1,9	1,7	2,9	1,8	1,9	1,9	2,9	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	1,9	1,4	2,6	2,0	3,6	2,7
Institut stat./conj****	2,3	2,0	2,8	2,4	1,6	2,2	2,4	1,9	2,9	2,7
Commission*	1,8	1,9	2,5	2,3	1,7	2,0	2,6	2,0	3,1	2,9
FMI**	2,0	1,9	2,6	2,0	2,1	2,1	2,6	2,2	3,0	2,8
OCDE***	1,7	1,9	2,9	2,5	2,5	2,1	2,8	2,2	2,8	2,6
SEB	2,2	2,3	2,5	2,4	2,0	2,3	2,6	2,2	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	1,8	1,9	2,7	2,0	2,5	2,3	1,7	2,0	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2018)

** World Economic Outlook (avril 2018)

*** Perspectives économiques (mai 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,0	1,0	-	-
Commission*	-0,1	0,0	-0,7	-0,2	4,9	4,9	0,8	0,9	0,4	0,6
FMI**	-0,8	-0,5	-1,4	-0,9	3,7	3,8	1,1	0,7	1,2	1,1
OCDE***	-0,5	-0,4	-0,8	-0,5	4,9	5,1	1,0	0,9	1,4	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	35,4	34,6	60,0	59,4	-	-	37,7	34,3	-	-
Commission*	33,6	32,3	60,4	59,6	33,3	32,0	38,0	35,5	41,2	38,4
FMI**	35,9	35,1	60,5	59,6	36,7	36,7	38,0	34,4	38,4	34,9

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
inflation (IPCH)*	0,8	1,4	1,4	1,7	2,2	2,3	1,9	1,7	2,3	2,9
cons. privée*	2,0	2,2	1,8	1,8	2,1	1,8	2,3	2,2	5,3	4,0
chômage (BIT)*	5,5	5,2	8,4	8,3	3,4	3,2	6,3	6,3	4,3	4,2

Source :

* *Prévisions de printemps (mai 2018)*

** *World Economic Outlook (avril 2018)*

*** *Perspectives économiques (mai 2018)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

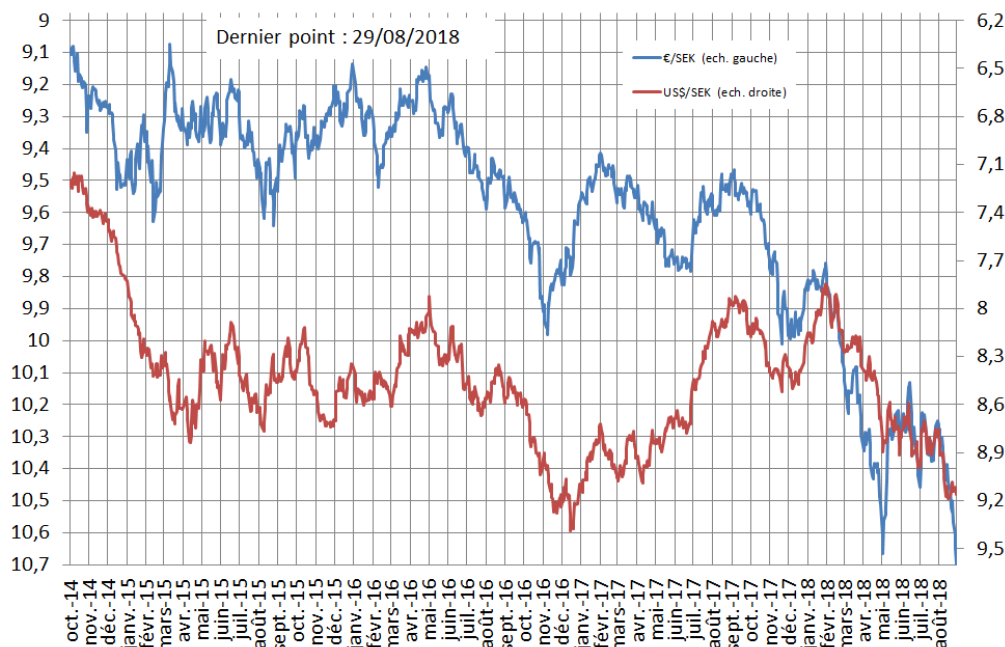
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

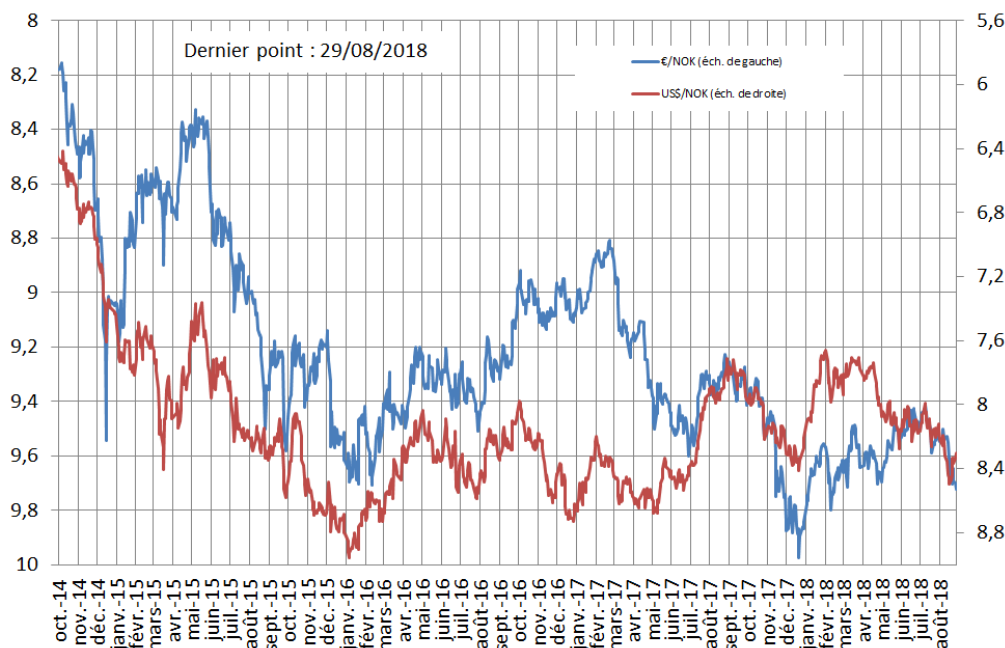


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J.-T. Pénet), Helsinki (P. Pouliquen, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais).